

## TRANSCRIPT VIDEO

### **TITRE : Interview Dominique Maillard, Président du RTE**

**Durée de la vidéo :** 4'06 mn

#### **Introduction :**

*« Pour la période 2005-2010, nos investissements vont doubler, passant de 500 millions d'euros à un milliard d'euros. L'impact du coût de ces investissements sur les tarifs sera de l'ordre de 0,2% par an ; une incidence finalement relativement faible comparée au bénéfice que ces investissements apporteront à la collectivité ».*

**Dominique MAILLARD** bonjour,  
Bonjour,

#### **RTE s'est clairement orienté vers le développement durable. Quelles sont les actions entreprises en la matière ?**

Le développement durable est véritablement connexe à notre mission de service public, par conséquent pour nous, c'est pas une grande difficulté de nous adapter au développement durables mais nous allons l'explicitier davantage. Nous allons faire un bilan carbone, nous avons lancé une boîte à idées, nous allons aussi faire un plan de déplacement du personnel, réfléchir à un covoiturage pour le site de la Défense, ça c'est la dimension environnementale. Il y a aussi la dimension sociale sociétale, nous avons depuis 1 an une fondation RTE pour des actions de solidarité en milieu rural et puis le développement économique c'est notre mission, nous répondons aux demandes de nos clients.

#### **RTE est garant du bon fonctionnement du système électrique. Vous avez récemment pris l'initiative de sensibilisation des consommateurs dans les régions structurellement les plus fragiles électriquement, est ce que vous pouvez nous en dire plus ?**

Dans certaines régions c'est le cas de la Bretagne, c'est le cas de Provence Alpes Côte d'Azur, nous avons certaines faiblesses du réseau qui sont liées à des investissements que nous n'avons pas pu réaliser, faute jusqu'à présent d'acceptation par le public.

Et donc nous sommes amenés, notamment dans les périodes de tensions comme c'est le cas en hiver, à lancer des actions de sensibilisations de nos clients et ce que nous avons réalisé en Bretagne, c'est une action plus interactive dans lequel les consommateurs sont avertis soit par des messages électroniques soit par des sms, le jour j - 1 pour le jour « j », de ce qu'il y aura, une période alors soit orange, soit rouge... Donc pour nous c'est

à la fois une bonne action pour le réseau, c'est aussi une bonne action pour la collectivité, puisque ça nous permet de nous inscrire dans des actions de maîtrise de la demande, qui répond je pense à un objectif national.

**On évoque beaucoup la nécessité d'une augmentation des tarifs pour financer notamment les investissements à venir. Quels sont les besoins de RTE en ce domaine ?**

Et bien sur la période 2005-2010 nos investissements vont doubler, passant au total de 500 millions à 1 milliard d'euros par an. Bien entendu par la construction même de nos tarifs, ça aura une conséquence, mais qui sera estompée puisque nos investissements sont des investissements de longue durée, qui sont amortis sur une cinquantaine d'années.

Sur le tarif intégré du consommateur domestique, ça ne représentera que 0,2 points par an. Ce qui est finalement une incidence relativement faible compte tenu de l'intérêt pour la collectivité de ces investissements.

**RTE est un acteur majeur de la construction de l'Europe de l'électricité, quelles sont les actions de RTE dans ce processus, en particulier en matière de sécurité d'approvisionnement ?**

Tout d'abord nous avons porté sur les fonds baptismaux une nouvelle structure qui rassemblera l'ensemble des gestionnaires de réseau de transport d'électricité Européen, qui s'appelle E.N.T.S.O.E, « E » comme électricité. Par ailleurs avec un certain nombre de nos collègues voisins plus immédiats, dans ce qui s'appelle la zone centre Ouest Europe, c'est à dire, France, Allemagne et Benelux, nous avons créé au cours de l'année 2008 une série d'instruments, d'outils communs, là pour gérer les enchères aux frontières et que ce soit systématiquement les mêmes procédures quelle que soit la frontière gérée, et plus récemment la fin du mois de décembre, nous avons créé avec nos collègues belges un centre de coordination Européen, qui a vocation d'ailleurs à s'ouvrir à d'autres acteurs. Donc pour nous l'Europe c'est une chose qui se construit et qui effectivement doit apporter une meilleure sécurité d'alimentation à l'ensemble des consommateurs, dont les consommateurs Français.